COMMUNE de DOLUS-LE-SEC

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE du 30 mai 2022

L'an deux mil vingt-deux, le lundi trente mai, à vingt heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la mairie de Dolus-Le-Sec, en séance publique, sous la présidence de Monsieur Régis GIRARD, Maire.

Date de la convocation le 24 mai 2022, transmise le 24 mai 2022.

PRESENTS : BROSSARD Marie-Pierre, CHAMPIGNY Jean-Louis, DOUCET Nadine, GIRARD Régis, GREGOIRE Benjamin, LERSTEAU Mathieu, ONDET Frédéric, RENAULT Anne-Marie, SAUTER Virginie.

ABSENTS EXCUSES : CARLIN Adeline ayant donné pouvoir à Anne-Marie RENAULT, LATOUR Benoit ayant donné pouvoir à Frédéric ONDET, MORICET Sandrine

Madame Marie-Pierre BROSSARD a été élue secrétaire de séance.

Ordre du jour :

Points soumis à délibération

- Cantine :
 1. Choix du prestataire
 2. Tarifs année scolaire 2022-2023 et règlement
- Ecole : demande de subvention complémentaire pour la fresque
- Recensement de la population en 2023 : désignation d'un coordonnateur communal
- Comptabilité : passage à la M57
- Adhésion à la nouvelle mission de médiation préalable obligatoire du Centre de Gestion

Points non soumis à délibération

- Questions diverses

Délibération n° 2022-31-1.1

Objet : Choix du prestataire cantine rentrée scolaire 2022

Suite aux nombreux problèmes rencontrés avec notre prestataire cantine la Société CONVIVIO LTR, le Conseil Municipal a sollicité La Fabrique Locale située sur la zone du Node Park Touraine de Tauxigny-Saint Bauld pour obtenir une proposition financière pour la fourniture et la livraison de repas en liaison froide pour la cantine scolaire. Monsieur le Maire donne lecture d'un projet de convention, les prix HT des repas pour l'année 2022/2023 sont fixés comme suit :

Repas enfant en maternelle 3.30 €

Repas enfant en primaire 3.40 €

Repas adulte 3.75 €

Vu le Code de la commande publique,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la procédure de passation utilisée en application des articles L.2122-1 et R.2122-8 du code de la commande publique : marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour répondre à un besoin dont la valeur estimée est inférieure à 40 000 €HT,

Considérant que le souhait du Conseil Municipal est d'apporter une attention toute particulière à la qualité des repas servis aux enfants à la cantine scolaire,

Considérant que le prestataire actuel ne donne pas entière satisfaction, avec de nombreux dysfonctionnements dans l'exécution du marché constatés au cours de cette année scolaire.

Après en avoir délibéré, le conseil Municipal, à l'unanimité :

- Décide de s'engager dans une démarche «Manger sain, frais et local» en favorisant les circuits courts,
- Décide de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables avec La Fabrique Locale qui est installée au Node Park Touraine, 145 Rue Gilles de Gennes, 37310 Tauxigny-Saint-Bauld pour la fourniture et la livraison de repas en liaison froide pour le service restauration scolaire pour une période d'un an à compter du 1^{er} septembre 2022 aux conditions financières sus-évoquées,
- Autorise Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à la passation de ce marché.

Délibération n° 2022-32-1.1

Objet : Non Reconduction du marché fourniture et livraison de repas en liaison froide avec la Société Convivio

Vu le marché de fourniture et livraison de repas en liaison froide pour le service de restauration scolaire notifié à l'Entreprise Convivio le 20 juillet 2021,

Vu l'article 1-3 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) :

Le présent marché est conclu pour une période initiale d'un an (1 an) à compter du 2 Septembre 2021 (jour de rentrée scolaire), éventuellement reconductible deux fois (2 fois) par période d'un an (1 an), soit une durée maximale de trois ans (3 ans).

La reconduction sera tacite et le titulaire du présent marché ne pourra pas s'y opposer.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur fait le choix de ne pas reconduire le marché, il doit informer le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception dans les 3 mois précédents la date d'anniversaire du contrat. Le pouvoir adjudicateur doit indiquer les raisons qui ont motivé son choix.

Considérant les multiples dysfonctionnements dans l'exécution du marché et la qualité du service rendu qui s'en est trouvée fortement altérée,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Décide de ne pas reconduire le marché avec l'Entreprise Convivio,
- Charge Monsieur le Maire de notifier cette décision par lettre recommandée.

Délibération n° 2022-33-7.1

Objet : Tarifs année scolaire 2022-2023 et règlement

Suite au changement de prestataire, Monsieur le Maire demande au conseil municipal de fixer les tarifs de la cantine pour la rentrée scolaire de septembre 2022.

Considérant que le coût du repas sera plus onéreux avec La Fabrique Locale, avec un différentiel estimé à environ 10 000 € pour une année scolaire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- décide que la charge financière sera partagée par moitié entre la commune et les familles (vote à l'unanimité pour).
- décide d'augmenter les tarifs comme suit :
 - prix du repas occasionnel : 4.40 € (vote à l'unanimité pour).
 - prix du repas adulte : 5.50 € (vote à l'unanimité pour).
 - et forfait mensuel : 59.50 € (11 votes pour, 1 abstention)
- rédige le règlement comme suit :

Règlement de la cantine scolaire de DOLUS-LE-SEC

Cantine municipale : Septembre 2022 –Juillet 2023

Article 1 : Sont acceptés à la cantine les enfants inscrits à l'école maternelle ou à l'école primaire de Dolus-Le-Sec ainsi que les enseignants, les stagiaires et le personnel communal.

Article 2 : La cantine fonctionne les lundis, mardis, jeudis et vendredis, en période scolaire uniquement.

Article 3 : Les enfants malades ne seront pas accueillis à la cantine. Aucun médicament ne sera administré même avec une ordonnance sauf en cas de PAI (Plan d'Accueil Individualisé). Rappel : la loi interdit au personnel de service de donner tout traitement médicamenteux aux enfants.

Article 4 : L'inscription à la cantine doit être faite à l'aide de la fiche d'inscription qui doit être retournée en mairie avant le 15 juillet 2022 à laquelle sera jointe l'attestation d'assurance couvrant les activités périscolaires.

Article 5 : Le prix du repas est révisé chaque année scolaire par délibération du Conseil Municipal. Pour l'année scolaire 2022-2023 : Prix du repas occasionnel : **4.40 €** - Prix pour les adultes : **5.50 €**

Article 6 : Pour les enfants fréquentant la cantine tous les jours durant toute l'année scolaire (de sept. 2022 à juin 2023) les familles bénéficient d'un tarif mensuel forfaitaire de **59.50 €** (10 mois à 59.50 € : septembre à juin).

Article 7 : Les parents souhaitant faire déjeuner leurs enfants exceptionnellement à la cantine doivent s'inscrire en mairie, minimum 2 jours à l'avance. Il ne sera pas possible de déjeuner sans respecter ce délai de 2 jours. En effet le nombre de repas étant sur commande, il est impossible d'avoir des repas supplémentaires pour le jour même ou pour le lendemain.

Article 8 : **En cas d'absence, prévenir LA MAIRIE immédiatement (02-47-59-11-52).** Les repas ne seront décomptés qu'à partir de 3 jours consécutifs d'absence (Les 2 premiers jours ne sont pas remboursés). Le forfait sera payé normalement, la régularisation sera faite en fin d'année scolaire sur le mois de juin. **Si la mairie n'est pas prévenue, aucun repas ne sera décompté.**

Article 9 : En cas d'absence des enseignantes, le service reste assuré, **donc aucun remboursement ne sera effectué.**

Article 10 : Le paiement s'effectue à la fin de chaque mois, à réception du titre de perception envoyé par la Trésorerie. Les familles disposent de 5 modalités de paiement :

- en espèces : obligatoirement à la Trésorerie – 12, Avenue des Bas Clos – 37600 Loches,
- par chèque : libellé à l'ordre du Trésor Public et déposé à la Trésorerie de Loches,
- par carte bancaire ou virement sur le compte bancaire de la Trésorerie de Loches,
- par prélèvement automatique pour les redevables ayant souscrit un contrat d'adhésion.

En cas de non-paiement, les poursuites seront engagées par le Trésorier Principal.

Article 11 : Les enfants sont tenus de respecter le personnel encadrant, les autres enfants, et de se conformer aux consignes données par les adultes. Tout comportement inacceptable pourra entraîner une exclusion de trois jours, puis en cas de renouvellement une exclusion définitive.

Article 12 : Une charte de bonne conduite est mise en place :

JE DOIS :

- *Parler doucement,*
- *Être poli(e) (dire bonjour, merci, au revoir, s'il te plaît...),*
- *Manger proprement (j'utilise ma serviette de table),*
- *Rester bien assis,*
- *Lever le doigt lorsque je souhaite demander quelque chose.*

JE NE DOIS PAS :

- *Crier,*
- *Insulter les autres,*
- *Gaspiller la nourriture,*
- *Me lever sans demander la permission.*

Un tableau est affiché à la cantine. Si je ne respecte pas la charte, mon prénom sera inscrit et j'aurai une croix. Au bout de 3 croix : mes parents reçoivent un courrier d'avertissement à signer et à retourner à la mairie. Au bout de 5 croix : je suis convoqué(e) avec mes parents à la mairie.

Article 12 : Pour des raisons de sécurité alimentaire, les repas doivent être consommés sur place et ne pourront donc pas être emportés.

L'inscription à la cantine implique l'acceptation sans réserve du présent règlement intérieur.

Délibération n° 2022-34-9.1

Objet : Recensement de la population en 2023 : désignation d'un coordonnateur communal

Monsieur le Maire informe que le prochain recensement de la population se déroulera du 19 janvier au 18 février 2023. Il indique la nécessité de désigner un coordonnateur d'enquête afin de réaliser les opérations du recensement ;

Le Conseil Municipal, à l'unanimité :

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques, Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et notamment le titre V ;

Vu le décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population ;

Vu le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 portant répartition des communes pour les besoins de recensement de la population ;

Après en avoir délibéré, décide :

De désigner un coordonnateur communal par arrêté municipal avant le 30 août 2022 qui sera chargé de la préparation et de la réalisation de la collecte de recensement qui peut être soit un élu local (maire, adjoint au maire ou conseiller municipal) soit un agent de la commune.

Le coordonnateur, si c'est un agent de la commune, bénéficiera de récupération du temps supplémentaire effectué et du remboursement de ses frais de missions.

Le coordonnateur, si c'est un élu local, bénéficiera du remboursement de ses frais de missions en application de l'article L 2123-18 du CGCT.

Délibération n° 2022-35-7.2

Objet : Comptabilité : passage à la M57 - Adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1^{er} janvier 2023

Vu le référentiel budgétaire et comptable M57 du 1^{er} janvier 2015 comprenant une nouvelle nomenclature fonctionnelle,

Vu l'avis favorable du comptable en date du 25 février 2022,

Vu que cette nomenclature budgétaire et comptable M57 est l'instruction la plus récente, du secteur public local,

Considérant qu'instauré au 1^{er} janvier 2015 dans le cadre de la création des métropoles, le référentiel M57 présente la particularité de pouvoir être appliqué par toutes les catégories de collectivités territoriales (régions, départements, établissements publics de coopération intercommunale et communes). Il reprend les éléments communs aux cadres communal, départemental et régional existants et, lorsque des divergences apparaissent, retient plus spécialement les dispositions applicables aux régions.

Le budget peut toujours être voté soit par nature soit par fonction. S'il est voté par nature, il comporte une présentation fonctionnelle et s'il est voté par fonction, il comporte une présentation par nature. Le budget est également voté par chapitre ou par article.

Le référentiel M57 comprend donc, outre son plan de comptes par nature, une nomenclature fonctionnelle pour un suivi des opérations selon leur finalité, ce qui permet aux élus de traduire les orientations prioritaires de leur collectivité sur les plans budgétaire et comptable.

Le référentiel M57 étend à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les régions offrant une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires.

Qu'ainsi :

- en matière de fongibilité des crédits : faculté pour l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder à des mouvements de crédits entre chapitres (dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections, et à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel) ;

- en matière de gestion des crédits pour dépenses imprévues : vote par l'organe délibérant d'autorisations de programme et d'autorisations d'engagement de dépenses imprévues dans la limite de 2 % des dépenses réelles de chacune des sections.

- en matière de gestion pluriannuelle des crédits : définition des autorisations de programme et des autorisations d'engagement, adoption d'un règlement budgétaire et financier pour la durée du mandat, vote d'autorisations de programme et d'autorisations d'engagement lors de l'adoption du budget, présentation du bilan de la gestion pluriannuelle lors du vote du compte administratif ;

Qu'une généralisation de la M57 à toutes les catégories de collectivités locales est programmée au 1er janvier 2024.

Ainsi à terme, le périmètre de cette nouvelle norme comptable sera celui des budgets gérés selon la M14 soit pour la commune de Dolus-le-Sec son budget principal.

Pour information, cette modification de nomenclature comptable entraîne automatiquement un changement de maquette budgétaire.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le passage de la commune de Dolus-le-Sec à la nomenclature M57 à compter du budget primitif 2023.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité,

- autorise la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1^{er} janvier 2023 en lieu et place de la nomenclature budgétaire et comptable M14 de la commune de Dolus-le-Sec,

- autorise M. le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Délibération n° 2022-36-4.1

Objet : Nouvelle mission de médiation préalable obligatoire du Centre de Gestion

Le Maire expose :

Vu le code de justice administrative et notamment les articles L.213-1 et suivants et les articles R. 213-1 et suivants de ce code ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant statut relatif à la fonction publique territoriale et notamment son article 25-2 créé par l'article 28 de la loi n° 2021-1729 du 22 décembre 2021 ;

Vu la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle ;

Vu la loi n° 2021-1729 du 22 décembre 2021 pour la **confiance dans l'institution judiciaire** ;

Vu le décret n° 2022-433 du 25 mars 2022 relatif à la procédure de médiation préalable obligatoire applicable à certains litiges de la fonction publique et à certains litiges sociaux;

Vu la délibération du 22 février 2022 détaillant la mission de médiation préalable obligatoire au sein du CDG37 et autorisant, dans ce cadre, le président du centre de gestion à signer avec chaque collectivité adhérant à la mission, une convention cadre de mise en œuvre de la mission MPO proposée,

Considérant qu'il nous appartient de délibérer pour adhérer au principe de la nouvelle mission de la médiation préalable obligatoire (MPO) et d'autoriser le Maire à signer la convention cadre de mise en œuvre de la médiation préalable obligatoire (MPO) en matière de litiges administratifs, ci-après annexée à la présente délibération,

Considérant qu'en application du nouvel article 25-2 de la loi du 26 janvier 1984, le Centre de gestion doit, pour les collectivités qui le demandent, proposer cette mission de médiation préalable obligatoire avant un certain nombre de contentieux formés par les agents de la collectivité concernée, contre une décision individuelle défavorable les concernant,

Considérant la liste des litiges ouverts à la médiation préalable obligatoire :

1. Décisions administratives individuelles défavorables relatives à l'un des éléments de rémunération mentionnés au premier alinéa de l'article 20 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée ;
2. Refus de détachement, de placement en disponibilité ou de congés non rémunérés prévus pour les agents contractuels ;
3. Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la réintégration à l'issue d'un détachement, d'un placement en disponibilité ou d'un congé parental ou relatives au réemploi d'un agent contractuel à l'issue d'un congé sans traitement
4. Décisions administratives individuelles défavorables relatives au classement de l'agent à l'issue d'un avancement de grade ou d'un changement de corps obtenu par promotion interne ;
5. Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la formation professionnelle ;

6. Décisions administratives individuelles défavorables relatives aux mesures appropriées prises par les employeurs publics à l'égard des travailleurs handicapés ;
7. Décisions administratives individuelles relatives à l'aménagement des postes de travail.

Considérant que consécutivement à la présente adhésion de principe à la mission de MPO, pour les litiges susmentionnés, les agents de la commune de Dolus-le-Sec **devront obligatoirement** les soumettre au processus de la médiation préalable, avant de former un recours contentieux devant le juge administratif,

Il revient à notre collectivité de conventionner avec le Centre de gestion d'Indre-et-Loire pour pouvoir bénéficier de ce service de médiation préalable obligatoire.

Le conseil municipal, à l'unanimité :

Délibère et décide d'adhérer à la mission de médiation préalable obligatoire proposée par le Centre de gestion d'Indre-et-Loire.

Le Maire est autorisé à signer la convention ci-après, de mise en œuvre de la mission proposée par le CDG d'Indre-et-Loire.

Points non soumis à délibération

- **Ecole : demande de subvention complémentaire pour la fresque**

Le projet de fresque sous le préau de l'école va être terminé le 7 juin. La commune a acheté le matériel peinture pour un montant de 446.41 euros. Le coût de l'intervention de Marie-Anita Gaube, artiste peintre, s'élève à la somme de 2.000 euros.

Monsieur le Maire donne lecture d'un courrier de l'équipe enseignante indiquant qu'il manque 300 euros pour le financement de ce projet et sollicitant une subvention complémentaire de la mairie.

M le Maire fait savoir que M. Latour, Président de l'APE lui a indiqué qu'une aide complémentaire sera versée en fonction de la réussite des ventes de la soirée pizzas organisée le 10 juin 2022.

Le Conseil Municipal s'engage à verser une subvention complémentaire mais souhaite attendre le bilan financier complet (bénéfice de la tombola, aide APE) avant d'attribuer le montant.

- **Réponse de l'ARS suite à la requête relative à la situation des médecins suspendus**

Monsieur le Maire porte à la connaissance du Conseil Municipal un courrier réponse de l'ARS en date du 13 mai 2022 nous rappelant que la suspension des professionnels de santé est intervenue à la suite de la loi du 5 août 2021 qui a rendu obligatoire la vaccination contre la Covid 19 pour les professionnels de la santé. L'obligation vaccinale est toujours en vigueur.

- **Réunion agriculteurs**

La réunion prévue initialement le 22 juin 2022 sera peut-être modifiée en fonction de l'avancée de la moisson.

- **Ecole**

La fête de l'école aura lieu le samedi 2 juillet. La commune de Reignac sur Indre prêtera exceptionnellement son podium qui sera installé le lundi 27 juin 2022.

L'exposition des palettes d'art, projet porté par l'équipe enseignante, pourrait être installée sur le square Jean Bureau.

- **Travaux**

Les travaux de la rue de l'éolienne devraient commencer le 13 juin 2022.

Les consultations des entreprises pour la voirie et l'aménagement du centre bourg sont en cours.

Mme Anne-Marie Renault propose de reprendre contact avec la Communauté de Communes pour la demande de subvention pour les travaux à réaliser à l'ancien cabinet médical.

- Lecture d'un courrier de Monsieur Didier ROUBY en date du 18 mai 2022 demandant au Conseil Municipal de bien vouloir rectifier le compte rendu du 9 mai 2022 en ce sens que le courrier qu'il a adressé concernant des remarques sur l'attribution des subventions a été fait en tant qu'habitant de la commune et non en qualité de Président de l'Association Vent de Raison. Le Conseil Municipal en prend acte. Puis Monsieur Rouby sollicite de nouvelles précisions. Un courrier réponse lui sera adressé.

- M. Frédéric Ondet demande si le bardage en bois de la buvette au stade pourrait être remplacé par un bardage en tôle bac acier blanche. Voir le règlement du PLU.

- **Réunion Conseil Municipal**

La prochaine réunion du Conseil Municipal aura lieu le jeudi 30 juin 2022 à 20 h.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.